

L'U.N.E.F. veut résoudre le problème des rapports de son syndicat avec le régime

Différentes rencontres internationales sont prévues

L'assemblée générale de l'Union nationale des Etudiants de France s'est tenue samedi et dimanche derniers à Paris. Nous avons demandé à Jean-Claude Roure, président de l'U.N.E.F., de préciser certains points débattus à cette assemblée générale.

T.S. — Les « majoritaires » ont quitté l'A.G. sur la question de la reconnaissance de l'association d'étudiants de Paris-Droit. Qu'en est-il exactement ?

J.-Cl. Roure. — Eux qui, pendant la guerre d'Algérie, rompaient la discussion sur des problèmes politiques, le font cette fois sur une question de forme. Cette fois, leur rupture se fait en partie pour ne pas être gêné vis-à-vis de la Fédération des Etudiants de Paris. De toute façon, nous avons la ferme intention de reprendre contact très rapidement.

T.S. — La Fédération des groupes d'Etudes de Lettres de Paris, entre autres, avait demandé l'entrée de l'U.N.E.F. à l'Union internationale des Etudiants. Qu'en pensez-vous ?

J.-Cl. Roure. — Une adhésion de l'U.N.E.F. à l'U.I.E. nous conduisait à nous séparer des unions nationales occidentales, avec lesquelles nous collaborons actuellement Aussi, avant de songer à adhérer à l'U.I.E. nous devons nous efforcer de rapprocher les unions européennes de nos conceptions du syndicalisme étudiant et de coopération universelle.

D'autre part, nous prévoyons différentes rencontres internationales à Strasbourg et surtout à Bruxelles, avec les associations nationales des pays du Marché commun.

Le grand intérêt que nous portons aux problèmes européens ne signifie pas pour nous une prise de position politique mais, ainsi que je l'ai dit, a une grande impor-

tance sur le plan syndical.

Par exemple, de nombreuses études vont être réalisées, d'ici février, sur les problèmes universitaires des pays européens.

Enfin, une conférence européenne, réunissant les Unions nationales à l'appel des Unions de Pologne, de Roumanie, d'Italie et dont nous assurons le secrétariat, aura lieu prochainement pour étudier les modalités de soutien aux étudiants antifascistes espagnols et portugais.

PETIT GLOSSAIRE POUR NON-ETUDIANT

U.N.E.F. : Union nationale des étudiants de France.

F.N.E.F. : Fédération nationale des étudiants de France, syndicat à sympathie fasciste.

Minos : Anciens minoritaires actuellement à la tête de l'U.N.E.F.

Majos : Anciens majoritaires, partisans du corporatisme apolitique.

A.G.E. : Association générale d'étudiants (une A.G.E. par ville de province et une par faculté à Paris).

M.N.E.F. : Mutuelle nationale de l'étudiant de France (organisme de sécurité sociale étudiant).

C.N.O. : Comité national des œuvres (organisme de gestion paritaire Etat-Université s'occupant de tous les problèmes sociaux étudiants).

C.O.P.A.R. : Branche parisienne du C.N.O.

U.I.E. : Union internationale des étudiants (des pays de l'Est et du Tiers Monde),

C.I.E. : Conférence internationale des étudiants (occidentaux).

T.S. — L'U.N.E.F., à la fin de la guerre, se trouvait face à un problème de reconversion. L'a-t-elle résolu ?

J.-Cl. Roure. — En fait, il me semble maintenant que c'était un faux problème, posé comme il l'était. Nous l'avons résolu en posant clairement nos revendications.

T.S. — Nous les avons récemment abordées ;

aussi nous voudrions savoir ce que vous proposez de nouveau ?

J.-Cl. Roure. — Grâce à Le Fauconnier, nous avons mis pour la première fois un programme de formation sur pied.

Il apparaît dans la nouvelle formule de notre presse.

« L'Étudiant de France » change sa formule, pour réduire ses frais, mais aussi pour qu'il devienne un journal de militant.

Donc, réduction du tirage, vente militante et amélioration de la qualité.

Nous mettons l'accent sur l'exposé général d'un problème plus que sur les positions de l'U.N.E.F.

D'autre part, nous lançons une brochure d'usage interne, « Les Cahiers de l'U.N.E.F. »,

comportant des documents complets sur des problèmes précis comme le logement, des points de vue, sorte de tribune d'opinions, et des textes de pratique syndicale à l'usage de nos militants.

*

Pour conclure, le président de l'U.N.E.F. nous a fait part d'un problème qui lui tient à cœur, celui des rapports de son syndicat avec le régime.

Prenons rendez-vous au prochain congrès pour savoir si les étudiants ont réussi à se mettre d'accord sur cette question essentielle.

Interview recueillie par Frédéric Desnant.

Les "prépas" entre le lycée et la "Fac"



Crayon en main, Martine parle de ses problèmes.

LES « Prépas » (élèves des classes préparatoires aux grandes écoles) ne sont pas contents. Ils l'ont montré le mois dernier en manifestant dans la rue aux cris de « Un statut prépa », « Liberté syndicale », « Nous ne sommes plus en sixième ! » Tribune Socialiste a voulu approfondir la question.

T. S. — Vous avez manifesté, il y a trois semaines, pour quelles raisons ?

Jacques-Arnaud PENENT (président de l'A.G.P.L.A. (1). — Tout d'abord pour protester contre la situation actuelle des « Prépas », contre tout ce qu'elle a d'absurde,

d'anachronique et quelquefois de scandaleux. Officiellement rien ne nous distingue des élèves du secondaire. Certes, de nombreux proviseurs s'efforcent d'assouplir, dans la pratique, cette théorie aberrante. Mais ce que nous voulons, c'est être, une fois pour toutes et « légalement », considérés comme des étudiants à part entière.

FRANÇOIS (khâgneux - Louis-le-Grand). — Théoriquement nous avons le droit d'être syndiqués, mais, en fait, et c'est une constante, notre statut est un statut de tolérance.

Tout dépend de la bonne volonté du proviseur. Nous sommes, comme tout élève du secondaire, sous sa responsabilité directe. Toute faveur (sortie, etc.) qu'il accorde à un « prépa » l'est à ses risques et périls ! C'est là une situation qui est, à certains égards, aussi ennuyeuse pour lui que pour nous.

MARTINE (prépare le professorat de dessin à Cl.-Bernard). — Même « statut de tolérance » chez nous. Tolérance assez large d'ailleurs. Par contre, nos camarades de La Fontaine sont sous la coupe d'une surveillante générale qui, en accord avec la directrice, va même jusqu'à interdire tout affichage culturel émanant de l'U.N.E.F. (et même des J.M.F. !), à plus forte raison toute activité syndicale.

J.-A. PENENT. — Pour caractériser en un mot le climat qui règne dans ce lycée : tout syndiqué connu est considéré comme un « meneur » !

T. S. — Et la grève ? Cela pose-t-il un problème ?

CATHERINE (khâgneuse à Fénelon). —

Chez nous une absence pour grève est considérée comme une absence tout court. La grève n'existe pas. D'où petit mot aux parents pour leur signaler l'absence.

FRANÇOIS. — C'est difficile, en effet, de faire grève dans les lycées en dehors des raisons mentionnées tout à l'heure. Dans les classes préparatoires, on risque, car l'on n'a pas la possibilité de se former du point de vue syndical, de rester lycéen et de se méfier des forces d'action qui risquent d'inquiéter. Par exemple, l'attitude du professeur, du proviseur sont des facteurs importants.

MARTINE. — Je pense que si l'on ne s'ouvre pas aux problèmes syndicaux dans les classes de « prépa », on risque de demeurer isolé du monde étudiant et de ses revendications.

T. S. — *Et, en dehors des revendications immédiates, en avez-vous d'autres à plus long terme ? Et ne trouvez-vous pas qu'à l'heure actuelle vous êtes isolés du reste de l'Université.*

J.-A. PENENT. — Oui, nous avons le désir de nous voir intégrer dans l'ensemble du système universitaire. Les études que nous poursuivons ont leurs avantages et leurs inconvénients.

L'avantage, c'est un contact entre professeurs et élèves ; l'inconvénient, c'est cet isolement

auquel tu faisais allusion. Mais il ne faudrait toutefois pas l'exagérer, nous ne sommes pas dans un ghetto.

FRANÇOIS. — Je voudrais insister un peu plus sur le côté positif des classes de « prépas ». Malgré des effectifs chargés, mais qui paraissent légers à côté de ceux des facultés (54 à Louis-le-Grand en khâgne et 42 en hypokhâgne, 46 à Fénélon), les professeurs suivent les élèves beaucoup mieux qu'en faculté.

Cela dit, il est nécessaire que, s'inspirant du projet Langevin-Wallon, une réforme intervienne et nous rapproche du reste de l'Université en ce qui concerne surtout les équivalences de diplôme.

En quittant ces « prépas », j'ai senti que le folklore qui, traditionnellement, s'attachait au nom même de khâgneux, avait fait place à une conscience aiguë des problèmes étudiants et à une volonté de les résoudre. Décidément, en ce domaine, le passé est bien mort, et c'est bien ainsi.

(Interview recueillie
par Pierre Castet.)

(1) Association Générale des Préparations Littéraires et Artistiques, 6, rue Christine, Paris (6^e)